

Le blog

Nos experts décryptent l'actualité

Coronavirus et crise économique : le retour de l'État stratège ?

Pascal Charpentier, maître de conférences en gestion au Cnam, directeur de l'Intec
22 avril 2020

Il y a quelque chose d'étrange dans la crise économique violente dans laquelle nous sommes entrés. Beaucoup l'avaient vu venir : ils étaient en effet nombreux les économistes et analystes financiers à prédire une crise en 2020, leurs supputations alarmistes ne s'étant pas réalisées en 2019, année où les records enregistrés par les marchés boursiers commençaient déjà à inquiéter.

► | Climat | Consommation | Economie | Industrie | International | Santé publique

Rénovation 2019 du diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) et du diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG)

Alain Burlaud, professeur émérite du Cnam
21 janvier 2019

Le DCG et le DSCG ont été créés par un décret de décembre 2006 en remplacement du diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), du diplôme d'études comptables et financières (DECF) et du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), créés en 1988. Il s'agissait essentiellement d'aligner le cursus comptable sur la nouvelle organisation des études universitaires selon le schéma « licence-master-doctorat » ou LMD.

► | Economie | Management | Droit | Formation | Métiers

La fiscalité écologique à l'épreuve des gilets jaunes

Pascal Charpentier, maître de conférences en gestion et directeur de l'Intec
5 décembre 2018

L'écotaxe poids lourds fonctionne dans 8 pays européens dont l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, etc. Elle a été décidée en France par le Grenelle de l'environnement en 2007 mais n'a pas résisté à la contestation organisée par les « Bonnets Rouges ». Son abandon en 2014 dans un contexte violent de blocages et de destruction de portiques a non seulement privé les finances publiques d'une manne importante (près de 4 milliards d'euros par an pour l'Allemagne), mais elle a coûté plus d'un milliard d'euros pour dédommager le prestataire. [...]

► | Citoyenneté | Climat | COP21 | Economie | Environnement

Loi Pacte : le point de vue de l'expert-comptable

Hubert Tondeur, directeur du département CCA du Cnam, professeur du Cnam
29 novembre 2018

La loi Pacte conduit à ce que les seuils français déclenchant l'obligation de recourir à un commissaire aux comptes pour une PME soient relevés au niveau des seuils européens. Désormais, seules les entreprises remplissant deux des trois conditions suivantes - un bilan d'au moins quatre millions d'euros, un chiffre d'affaires d'au moins huit millions d'euros et un effectif d'au moins cinquante personnes - auront l'obligation de faire certifier leurs comptes annuels par un commissaire aux comptes.

► | Citoyenneté | Droit | Economie | Entrepreneuriat | Emploi | Société

Loi Pacte : le point de vue de l'économiste

par Nicolas Delord, professeur agrégé et docteur en économie

28 novembre 2018

La loi Pacte, rappelons que l'acronyme signifie Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises est une loi qui porte une ambition réformatrice dont les effets se feront sentir sur plusieurs années. Les objectifs généraux de la loi Pacte sont les suivants : faciliter la vie des entreprises, favoriser la croissance des PME, donner les moyens aux entreprises de se transformer et d'innover.

► | Citoyenneté | Droit | Economie | Emploi | Entrepreneuriat | Société

Loi Pacte : le point de vue du fiscaliste

Jean-Pascal Regoli, professeur en droit fiscal

27 novembre 2018

Le chef d'entreprise n'imagine pas lancer une nouvelle activité ou un nouveau produit sans rechercher au préalable les besoins du marché. Il analyse les données de l'environnement économique avant de prendre ses décisions. La fiscalité doit être intégrée dans les données de l'environnement économique de l'entreprise

► | Citoyenneté | Droit | Emploi | Entrepreneuriat | Société | Economie

Loi Pacte : le point de vue de la juriste

par Marielle Martin, maître de conférences en droit

26 novembre 2018

Faisant partie, avec d'autres mesures voulues par l'exécutif français, du plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE), le « projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises », actuellement en discussion au Parlement, ambitionne de favoriser le développement des entreprises et de reconsidérer la place qu'elles occupent dans le pays.

► | Economie | Citoyenneté | Droit | Emploi | Entrepreneuriat

Loi Pacte : enjeux, perspectives

par Pascal Charpentier, maître de conférences en gestion et directeur de l'Intec

23 novembre 2018

Après une longue période de concertation associant des parlementaires et des chefs d'entreprise, le projet de loi Pacte (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) porté par le ministre de l'économie et des finances a été présenté en Conseil des ministres en juin 2018. Le texte a été voté en première lecture le 9 octobre dernier et sera vraisemblablement adopté définitivement au printemps. Le Pacte complète et prolonge les réformes lancées depuis l'élection d'Emmanuel Macron en se donnant deux objectifs principaux, faire grandir les entreprises et redéfinir le rôle de ces dernières au sein de la société, avec à la clé, selon des estimations du Trésor, un gain possible de près d'un point de PIB sur le long terme.

► | Citoyenneté | Droit | Emploi | Economie | Entrepreneuriat | Société

Arrêts de travail et « ras-le-bol » managérial

Laurent Cappelletti

7 novembre 2018

Le baromètre Ayming-AG2R La Mondiale a révélé en septembre 2018 une hausse régulière de l'absentéisme salarié en France. Ainsi, pour l'année 2017, il a atteint 4,72 % des heures de travail, un chiffre en augmentation par rapport à 2016 et 2015. Par ailleurs, l'étude Sofaxis publiée en novembre 2017 montre que l'absentéisme a augmenté beaucoup plus (+28 %) dans le secteur public que privé depuis 2007, atteignant 8,34 %, soit supérieur de trois quarts à celui du secteur privé.

► | Entreprise | Management | Droit | Santé au travail | Travail

Le prélèvement à la source (PAS) n'a pas trépassé, il est passé !

Jean-Pascal Regoli, professeur de droit fiscal, expert-comptable

18 septembre 2018

Le gouvernement appliquera bien le prélèvement à la source dès le 1er janvier 2019. Le Premier ministre appliquera bien la loi votée. Le juriste ne peut que se féliciter du respect par le pouvoir exécutif de la loi votée par le Parlement, c'est-à-dire par la représentation nationale. Le professeur de droit fiscal ne peut que souhaiter que cette réforme soit le début d'une réforme plus large pour réformer l'impôt sur le revenu et le rendre moins complexe.

► | Droit | Société

La recherche-intervention, pour mieux appréhender les organisations

Laurent Cappelletti

14 mars 2018

Méthodologie émergente en économie et gestion, la recherche-intervention, en immergeant le chercheur sur son terrain d'observation, comporte de nombreux bénéfices pour les organisations. Tour d'horizon de ces atouts par Laurent Cappelletti, professeur du Cnam.

► | Entreprise | Management | Organisation | Recherche

Blockchain : une révolution numérique ?

Alexis Collomb

4 octobre 2017

Il y a eu durant les dix-huit derniers mois une effervescence médiatique considérable autour des *blockchains*. Qu'est-ce qu'une *blockchain* ?

► | Informatique | Numérique

Les experts-comptables face au défi du Big Data

13 juillet 2017

L'utilisation chaque jour plus importante des Systèmes d'Information (SI) est à l'origine de profonds changements dans le domaine de l'expertise comptable, que cela soit vis à vis de clients plus en plus enclins à numériser leurs flux informationnels -notamment financiers-, en interne, ou encore pour satisfaire aux exigences de la puissance publique.

L'avenir du droit du travail : entre avancée et régression, quel sera le sens du vent ?

Anne Le Nouvel, professeure des universités et spécialiste en Droit du travail

13 avril 2017

Le discours ambiant s'accorde pour charger le droit du travail de tous les maux ! Certains sont ventdebout pour dire qu'il est responsable du chômage, d'autres, qu'il serait un frein à l'emploi et à la compétitivité des entreprises... Sans parler des défauts dont on accable le Code du travail, qui serait trop gros, trop compliqué, trop indigeste... Le droit du travail n'a-t-il plus le vent en poupe ?

L'Intec de Paris

Toutes les informations et coordonnées utiles concernant [l'Intec de Paris](#)

Adresses utiles

Organismes professionnels, bureau des examens, toutes les [adresses indispensables](#) tout au long de vos études

Centres associés

Les [coordonnées des centres d'enseignement](#) en région parisienne, en province, dans les Dom-Tom et à l'étranger

Découvrez toutes les expertises de nos enseignant-e-s-chercheur-e-s sur le [blog du Cnam](#).



<https://intec.cnam.fr/le-blog-1035225.kjsp?RH=1541515285488>